

ÉDITORIAL

L'habit fait le moine / The cowl makes the monk

Par Adelin REMY, Éditeur, AGEFI Luxembourg

Version anglaise ci-dessous / English version below

Le président Zelensky a été reçu à la Maison-Blanche par le président Trump et le vice-président Vance pour signer un traité pour l'exploitation des terres rares en Ukraine⁽¹⁾ préalablement aux discussions de paix entre les États-Unis et la Russie. En présence de la presse et avant un déjeuner qui a finalement été annulé faute d'accord.

Le président Zelensky est arrivé en treillis (uniforme de combat) dans l'Oval Office, contrairement à l'usage requis de porter l'uniforme militaire ou le costume avec cravate.

Un journaliste a posé la question au président Zelensky : « Pourquoi ne portez-vous pas un costume ? Vous êtes reçu au plus haut niveau dans ce pays et vous refusez de porter un costume. Beaucoup d'Américains ont des problèmes avec votre manque de respect. »⁽²⁾

Le président Zelensky a toujours porté le treillis à l'étranger, même avec le roi Charles III (2023) à Buckingham Palace où les usages sont réputés être très codifiés ou dans la cathédrale Notre-Dame de Paris (en décembre 2024) où la tradition millénaire décourage le port de symboles de combat à l'intérieur des églises.



Qui a raison, qui a tort ? Le président Zelensky a médiatisé son rôle de combattant grâce au treillis et cette image est une réussite. Mais une image peut être fragile si le contexte change, la vue du treillis (*fatigue* en anglais) peut devenir « fatigante » si la guerre paraît très difficile à gagner.

Bien que les informations sur le changement de position de l'administration américaine aient été disponibles depuis le début de la campagne électorale.

La demande de précisions sur les garanties de sécurité⁽³⁾, les affirmations selon lesquelles Poutine est un assassin et un terroriste⁽⁴⁾, la confirmation qu'aucun compromis « avec l'assassin »

sur les territoires ukrainiens n'était possible⁽⁴⁾ et que 20.000 enfants ukrainiens ont été « volés » par les Russes⁽⁵⁾ semblent rendre la négociation entre les États-Unis et la Russie extrêmement difficile.

Si le président Zelensky avait voulu signer le traité, il se serait habillé différemment.

L'habit fait donc bien le moine.

(1) « Exclusive: The full text of the US-Ukraine mineral deal », *The Kyoto Independent*, 26 February 2025 <https://kyivindependent.com/exclusive-the-full-text-of-the-final-us-ukraine-mineral-agreement/>
(2) « Trump-Zelenskyy meeting gets heated », *Fox 5*, 1st March

2025 transcript 18:48-18:57

<https://www.youtube.com/watch?v=BhquAWlke2o&t=49s>

(3) *Ibid.*, transcript 03:04-03:18, 20:06, 23:08, 24:05, 25:04

(4) *Ibid.*, transcript 03:47

(5) *Ibid.*, transcript 05:05 Russia acknowledges the presence of these children but asserts that their relocation was a humanitarian effort to protect them from the dangers of the ongoing war. Russian officials maintain that the children were evacuated from conflict zones for their safety and that the relocations were conducted with the intention of safeguarding their well-being.

The cowl makes the monk

President Zelensky was received at the White House by President Trump and Vice President Vance to sign a treaty for the exploitation of rare earths in Ukraine⁽¹⁾ prior to peace talks between the United States and Russia. In the presence of the press and before a lunch that was ultimately canceled due to lack of agreement.

President Zelensky arrived in fatigues (combat uniform) in the Oval Office, contrary to the required custom of wearing a military uniform or a suit and tie.

A journalist asked President Zelensky: "Why aren't you wearing a suit? You are received at the highest level in this country and you refuse to wear a suit. A lot of Americans have problems with your lack of respect."⁽²⁾

President Zelensky has always worn fatigues abroad, even with King Charles III (2023) at Buckingham Palace where customs are known to be very codified or in Notre-Dame Cathedral in Paris (in December 2024) where the age-old tradition discourages the wearing of combat symbols inside churches

Who is right, who is wrong? President Zelensky has publicized his role as a fighter through fatigues and this image is a success. But an image can be fragile if the context changes, the sight of fatigues can become "tiring" if the war seems very difficult to win.

Although information on the change in position of the American administration has been available since the beginning of the election campaign.

The demand for clarification on security guarantees⁽³⁾, the claims that Putin is a killer and a terrorist⁽⁴⁾, the confirmation that no compromises "with the killer" on Ukrainian territories was possible⁽⁴⁾ and that 20,000 Ukrainian children were "stolen" by the "crazy" Russians⁽⁵⁾ seem to make the negotiation between the United States and Russia extremely difficult.

If President Zelensky had wanted to sign the treaty, he would have dressed differently.

So the cowl makes the monk.

(1) « Exclusive: The full text of the US-Ukraine mineral deal », *The Kyoto Independent*, 26 February 2025 <https://kyivindependent.com/exclusive-the-full-text-of-the-final-us-ukraine-mineral-agreement/>
(2) « Trump-Zelenskyy meeting gets heated », *Fox 5*, 1st March 2025 transcript 18:48-18:57 <https://www.youtube.com/watch?v=BhquAWlke2o&t=49s>
(3) *Ibid.*, transcript 03:04-03:18, 20:06, 23:08, 24:05, 25:04
(4) *Ibid.*, transcript 03:47
(5) *Ibid.*, transcript 05:05 Russia acknowledges the presence of these children but asserts that their relocation was a humanitarian effort to protect them from the dangers of the ongoing war. Russian officials maintain that the children were evacuated from conflict zones for their safety and that the relocations were conducted with the intention of safeguarding their well-being.

Du nouveau Munich à une Fédération européenne !

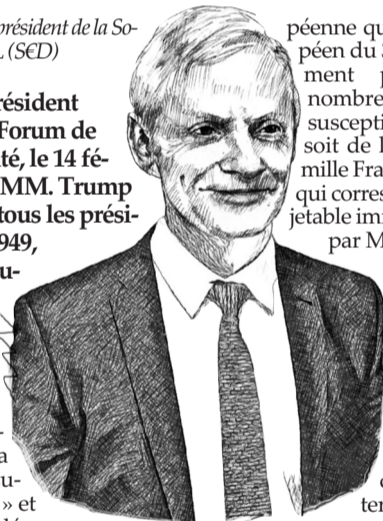
OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (SED)

Le discours du vice-président américain Vance au Forum de Munich sur la sécurité, le 14 février 2025, a confirmé que MM. Trump et Vance pensent, comme tous les présidents américains depuis 1949, qu'il est important que l'Europe « fasse un grand pas en avant pour assurer sa propre défense ». C'est également mon avis.

En revanche, M. Vance a innové, en suggérant que la principale menace pour l'Europe se trouve « à l'intérieur » et en dénonçant des violations démocratiques présumées à travers l'Europe, des discours de haine et des mauvais traitements présumés infligés au parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (l'Allemagne), l'AFD. Ces propos ont manifestement choqué de nombreux participants. M. Trump, qui n'était pas à Munich, a approuvé M. Vance, mais son attaque contre la démocratie a sapé les relations transatlantiques.⁽¹⁾

Les craintes de M. Vance n'ont nullement empêché les électeurs allemands, le 23 février 2025, d'accorder 20,8 % de leurs suffrages à l'AFD, en hausse de 10,1 %, et première dans les cinq Länder de l'Est, mais les partis CDU et CSU ont obtenu 28,5 %, en progrès, modeste, de 4,4 %. Le SPD, conduit par le calamiteux chancelier Scholz a réalisé le plus mauvais score de son histoire : 16,5 %, une chute de 9,2 %, les décevants Grünen n'ont eu que 11,9 %, en baisse de 2,8 %. Die Linke, que l'on disait en phase terminale, s'est trouvé une nouvelle porte-parole de qualité à qui il doit son score : 8,7 % des votes, en progrès de 3,8 %. Bündnis Sarah Wagenknecht, qui repose sur les épaules d'une personne, n'a pu convaincre, n'a eu que 4,97 % et n'a donc pas d'élu, sauf décision contraire de la Justice. Les navrants libéraux du FDP, avec 4,3 %, perdent 7,1 % et ne sont pas seulement sanctionnés : ils sont éliminés de la vie politique du Bund pour une législature. La prochaine majorité devrait additionner les 208 sièges de la CDU-CSU et les 120 du SPD, ce qui sera insuffisant pour modifier la constitution et supprimer le frein à la dette qu'espère le chef de file CDU et CSU, pour relancer l'économie et reconstituer la Bundeswehr.

Ce résultat somme toute nuancé rend assez dérisoires les propos de M. Vance à Munich, mais son attaque contre les valeurs chères aux alliés de l'Amérique et l'attitude de l'administration Trump face à l'Ukraine ont suscité une vive réaction des dirigeants européens réunis à Paris.⁽²⁾ Ce groupe hétéroclite n'a malheureusement pas plus su ouvrir la voie à un embryon de défense euro-



péenne que les réunions du Conseil européen du 3 février ou du 6 mars. Il a seulement pu constater combien peu nombreux sont les soldats européens susceptibles d'être envoyés en Ukraine, soit de l'ordre de 25 à 30.000, dont dix mille Français et dix mille Britanniques, ce qui correspond au maximum de force projetable immédiatement européenne estimée par M. Hollande en 2013.

C'est très en retrait par rapport aux ambitions affichées par le Conseil européen à Helsinki en décembre 1999 : une capacité autonome de défense de 50 à 60.000 hommes, disponible dans un délai de 60 jours et pendant un an au moins, capable d'effectuer les missions de Petersberg ; il décide de faire de l'Europe

Headquarter. A la fin du mois, Poutine a assuré les fonctions de président de la Fédération de Russie par intérim. Il se souvient parfaitement que jamais les dirigeants européens n'ont concrétisé cette déclaration d'intention.

Les dirigeants européens ne savent aujourd'hui même pas s'accorder sur l'exemption des dépenses militaires des contraintes du pacte de stabilité, alors qu'ils disent vouloir que nous passions en « économie de guerre », mais ne passent pas des paroles aux actes. Ils n'arrivent même pas à s'accorder sur une politique d'acquisition cohérente, certains se fournissant de préférence auprès de l'industrie américaine, tandis que d'autres voudraient jeter les bases de l'autonomie stratégique européenne.

Le 27 août 2011, dans un interview au magazine *Der Spiegel*, la ministre allemande du Travail, M^{me} von der Leyen, a appelé à un développement de l'Union politique en Europe. « Mon objectif est de créer des États-Unis d'Europe - sur le modèle des États fédéraux suisse, allemand ou américain », a-t-elle déclaré, car une monnaie commune ne suffit pas pour s'imposer dans la concurrence mondiale ; pour cela, il faut une Union politique.⁽³⁾ Manifestement, après cette déclaration, M^{me} Merkel lui a lavé le cerveau, car M^{me} von der Leyen n'est plus fédéraliste.

Aujourd'hui présidente de la Commission européenne, elle ne veut pas d'une défense commune, elle propose d'utiliser la *clause dérogatoire* nationale de l'art. 26 du Pacte de stabilité pour aider les États à faire passer leurs budgets de dépense, sans même insister sur la nécessité d'achats en commun, d'intégrations ou d'uniformisation de la production pour réduire un peu le gaspillage.

Les dirigeants européens parlent de défense européenne, mais ne s'entendent pas sur la question de savoir s'ils préconisent une organisation suprana-

tionale limitée et le maintien des armées nationales ou une armée unique du type Bundeswehr. Ils n'abordent même pas la question de la mise en place préalable, dans l'un et l'autre cas, de l'indispensable puissance publique européenne.

Heureusement, au sein du Parlement européen, certains commencent à prendre conscience de ces problèmes. Pas moins de 42 eurodéputés ont co-signé une tribune parue le 5 mars dans *Libération*, intitulée « L'Europe doit prendre sa défense en main, sans dépendance étrangère. »⁽⁴⁾ Ce texte collectif a le mérite d'affirmer notamment : « Dépendre plus pour acheter des armes ne suffit pas : encore faut-il que cet argent garantisse une autonomie stratégique » et « il manque une volonté politique claire et assumée ».

Ce soutien à notre base industrielle de défense, qui devrait effectivement disposer des moyens qui lui permettraient de nous rendre autonomes, doit être salué. Toutefois, pour qu'une politique industrielle de défense soit pertinente, il faut préalablement définir une politique de défense, ce qui nécessite un État européen. La chaîne de commandement d'un système collectif de défense repose toujours sur un État. Or, l'Union n'est qu'une association d'États, qui presque tous s'en remettent à l'OTAN pour leur défense. Depuis 1949, les Alliés européens admettent qu'au sommet de la chaîne de commandement de l'OTAN se trouve le président des États-Unis d'Amérique. C'est lui, le chef des armées de l'OTAN.

Leur statut de protégés a conduit les États européens à répondre positivement aux Américains lorsqu'ils ont invoqué l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord après les attentats du 11 septembre 2001, alors que ceux-ci avaient refusé d'intervenir aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne, lors de la crise de Suez en 1956. Certains craignent un nouveau refus au cas où un État européen de plus serait agressé, ce qui renforce le souhait d'une autonomie stratégique plus forte.

L'Europe devrait pour ce faire disposer de capacités militaires suffisantes pour dissuader tout agresseur et maîtriser la chaîne de production de matériel de guerre, y compris les pièces détachées et les munitions, pour assurer la sécurité d'approvisionnement. Cependant, la défense n'est pas qu'un ensemble de systèmes d'armes, la dissuasion non plus. Pour dissuader, il faut persuader l'agresseur potentiel que l'on va riposter d'une manière dévastatrice en cas d'attaque. Or, celui-ci sait que pour prendre la responsabilité de l'usage de la force, un décideur européen doit être légitime car démocratiquement élu.

Déjà au début des années 2000, Poutine ne croyait pas que le président Chirac allait risquer Lyon, Bordeaux ou Marseille pour protéger Tallin, Riga ou Vilnius. Il estimait que la dissuasion française ne pouvait servir qu'à sanctuariser l'hexagone. Nous ne voyons pas ce qui aurait pu entretenir

le faire changer d'avis. Il manque à l'Europe ce qui est essentiel : l'unité de commandement politico-militaire. Comme l'avait constaté Henry Kissinger au début des années 1970, on ne sait pas quel n° de téléphone appeler en Europe.

Sur les 1,5 millions de soldats européens d'active, seuls 20.000 peuvent sur court préavis être déployés en opérations de haute intensité, mais avec des munitions seulement pour quelques jours. Seuls 300.000 pourraient en quelques mois être équipés et entraînés pour offrir une certaine résistance, mais pour combien de temps ? Les Ukrainiens, qui sont dix fois moins nombreux que les Européens, tiennent depuis onze ans, et résistent depuis trois années à des attaques de haute intensité, grâce à une force opérationnelle de 600 à 700.000 soldats, qui serait bien moins efficace si elle n'avait pas un commandant politico-militaire unique mais un conseil des oblasts. L'Europe dispose d'une trentaine de commandants politico-militaires, qui garantissent l'inefficacité de nos plantureuses dépenses de défense.

Il est grand temps qu'advienne la fédération annoncée le 9 mai 1950 par Robert Schuman. Elle seule pourrait assurer notre sécurité et notre défense, à un coût raisonnable.

Les dirigeants de l'Union européenne et des États membres n'en prennent pas le chemin, les réunions à géométrie variable de ces dernières semaines le montrent à suffisance. Certaines étaient d'ailleurs informelles, d'autres non, comme le Conseil européen du 6 mars. La lecture de ses conclusions est éclairante ; il a souligné, s'est félicité, a pris acte, invité, identifié la première liste de domaines d'action prioritaires, rappelé que l'OTAN reste le fondement de la défense collective, constaté que le Conseil n'est pas unanime et décidé - tout de même - de revenir sur cette question lors de ses réunions du 20 mars et de juin. Le Conseil européen est donc incapable de dissuader quelque candidat agresseur que ce soit.

Les 42 eurodéputés ont raison : ce qui manque, c'est effectivement une volonté politique claire et assumée. Nous espérons vivement qu'ils interviendront auprès de quelques chefs de gouvernements de petits États pour qu'ils lancent, sur le modèle des zones Schengen et euro, le processus fédératif de l'Europe, car nos quelques puissances moyennes en sont toujours à tenter de se faire reconnaître comme le seul leader de l'Europe.

1) Tim Martin, « German Chancellor's pushback at Vance brings US-Euro tensions into the public at Munich » in *Breaking Defense*, <https://lc.cx/Z4ZMk>, 15/2/2025.
2) Voir sn, « Guerre en Ukraine. Après la "trahison de Trump", les Européens préparent un "sommet d'urgence" à Paris » in *Courrier international*, <https://lc.cx/58NecX>, 16 février 2025.
3) Voir sn, « Von der Leyen fordert die Vereinigten Staaten von Europa » in *Der Spiegel*, <https://lc.cx/HjPg>, 27 August 2011.
4) Voir sn, « L'Europe doit prendre sa défense en main, sans dépendance étrangère » in *Libération*, <https://lc.cx/Y9KuWz>, 5 mars 2025.